

APPEL DE LA PRESSE CULTURELLE GRATUITE

GRAND EST | BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

En cette période de profondes incertitudes liées à la crise sanitaire que traverse notre pays, nous, médias culturels indépendants avons décidé d'interpeller les pouvoirs publics et les collectivités territoriales sur la situation préoccupante de notre secteur d'activité.

Des médias à l'arrêt

La fermeture des salles de spectacle, des musées, l'annulation des festivals et l'arrêt total de l'activité événementielle nous ont contraints à des prouesses depuis mars, car la presse gratuite d'information culturelle dépend naturellement du secteur culturel, dont elle se revendique. Directement impactés par les mesures sanitaires imposées à toute la profession, nous avons été et sommes, au même titre que les artistes, salariés et employeurs du secteur, empêchés de travailler correctement. Et ces décisions conditionnent également la reprise de nos activités de façon sereine.

Un maillon essentiel de la chaîne culturelle

Comme les "oubliés de la culture", tous ces prestataires sans qui le monde du spectacle n'existerait pas tel que nous le connaissons, nous sommes, dans notre diversité, un maillon essentiel de la chaîne culturelle : miroir du dynamisme artistique de nos territoires, relais indispensable de proximité entre les structures événementielles et le public, service public d'utilité sociale à part entière. Chacun sait que nous contribuons à la visibilité des acteurs culturels, à la valorisation des initiatives locales et participons, de fait, à renforcer la dynamique culturelle territoriale et sa vitalité économique. Nos lecteurs comme les spectateurs sont chaque jour présents pour nous rappeler notre importance.

Un manque de considération de la presse culturelle gratuite

Certes, nous saluons les politiques de soutien mises en œuvre par le gouvernement et les collectivités territoriales pour soutenir la filière culturelle. Néanmoins, nous tenons à exprimer notre désarroi face au manque de considération dont fait l'objet la presse culturelle gratuite, alors même qu'elle relève de ce secteur fragile. Nous sommes considérés comme "culture" lorsqu'il s'agit d'aides à la presse, et "média" dans le cas d'aides à la culture !

Des incertitudes préjudiciables

Si nous avons jusqu'ici fait face aux difficultés en asséchant nos trésoreries en nous appuyant sur les dispositifs généraux d'aide, se pose aujourd'hui la question des lendemains. L'incertitude qui pèse sur l'événementiel pour ces prochains mois (retour à des jauges réduites au mieux à la mi-décembre, capacités à accueillir du public nulles, mesures sanitaires à mettre en œuvre et impossibilité de travailler en présentiel et en prévisionnel, tournées annulées...) ainsi que l'impossibilité de diffuser nos magazines dans bon nombre de points (restaurants, bars, hôtels, coiffeurs... et de nombreuses structures culturelles toujours fermées au public) nous placent dans une situation extrêmement précaire. La survie d'un certain nombre de nos publications est aujourd'hui compromise, il en va de même de nos emplois. Et ce d'autant plus que les effets de la crise sont encore difficilement mesurables et ne permettent en rien une visibilité et une projection heureuse vers l'avenir, même si l'on annonce l'arrivée de vaccins d'ici quelques mois.

Des soutiens à la presse gratuite nécessaires

Devant ces constats alarmants, les médias culturels gratuits et indépendants que nous sommes, se mobilisent pour être inclus, comme ils devraient l'être, dans les dispositifs de soutien à la presse et au secteur culturel.

Un fonds d'intervention pour les éditeurs indépendants

Afin d'accompagner notre secteur d'activité dans sa reprise, nous sollicitons la mise en place d'un fonds d'intervention pour les éditeurs indépendants, destiné à compenser les pertes d'exploitation et à favoriser l'investissement dans les prochains mois. Il s'agit pour nous tous d'assurer la pérennité de nos publications. Ce dispositif peut être mis en place par le ministère de la culture et ses relais locaux, les DRAC, mais aussi par les collectivités territoriales.

Une concertation de fond

La presse d'information culturelle gratuite appartient à la filière de la presse écrite. Pourtant, aujourd'hui dans la famille de la presse gratuite, seuls les quotidiens ont accès aux dispositifs de soutien à la presse écrite, réservés à la presse payante. Pour répondre à une problématique plus globale, nous souhaitons qu'une concertation soit mise en place entre le ministère et la presse d'information culturelle gratuite pour être enfin considérés et reconnus comme des médias et avoir accès aux dispositifs de soutien de la filière.

Nos nations sont-elles condamnées à voir disparaître la Culture comme la parole culturelle ? Il y a certes des solutions alternatives comme celle lancée par le chanteur Rodolphe Burger qui a réussi à organiser, avec un certain succès, un concert sur le Net payant à Saint Pierre sur l'Hôte à Sainte-Marie-Aux-Mines ou celle qu'a mise en place le TNS qui propose de voir des spectacles par l'entremise d'Internet... Nous vous demandons donc de continuer à permettre cette prise de parole du plus grand nombre afin ne pas perdre espoir, pour exprimer la vitalité de notre civilisation sans risquer la disparition de filières complètes. Nous vous appelons donc à nous soutenir, par tous moyens.

9 MÉDIAS - 16 ÉDITIONS

COZE

DIVERSIONS

JDS

NOVO

OR NORME

POLY

SPECTACLES

STATION SERVICE STRASBOURG

ZUT

Rayonnement géographique de diffusion en France

Grand Est, Bourgogne-Franche-Comté

NOS CHIFFRES CUMULÉS



400 000
exemplaires par mois



80 emplois
équivalents temps pleins



1 500 000
lecteurs par mois



15 000
points de diffusion



100 000
événements relayés par an



500
collaborateurs occasionnels
(diffuseurs, graphistes, rédacteurs, pigistes,
photographes, chargés de clientèle, ...)



150
entreprises partenaires
80% dans le Nord-Est faisant travailler 6 000 personnes
(imprimeurs, diffuseurs, PLV, experts-comptables,
papetiers, informatique, ...)